



Pourquoi les Palestiniens doivent reconquÃ©rir lâ??OLP

Description



Une fresque sur le mur de sÃ©paration controversÃ© entre JÃ©rusalem et Ramallah reprÃ©sente Yasser Arafat, lâ??ancien prÃ©sident de lâ??Organisation de LibÃ©ration de

la Palestine en 2017. AHMAD GHARABLI / GETTY IMAGES

Lâ??Autorité palestinienne a échoué    faire advenir la démocratie ou la souveraineté pour le peuple palestinien. Il est temps qu   une nouvelle génération de dirigeants assure une gouvernance responsable et la libert  .

Par Marwa Fatafta et Alaa Tartir, le 20 août 2020

[La pandémie de COVID-19](#) et les projets du gouvernement israélien de pousser plus loin [l  annexion](#) des territoires palestiniens occupés ont montré aux dirigeants palestiniens    une fois de plus    ce que signifie gouverner sans souveraineté. L  accord récemment annoncé entre [Israël et les   mirats Arabes Unis](#) est une nouvelle preuve de l  incapacit   des dirigeants    influencer les   v  nements qui fa  sonnent le sort du peuple palestinien.

Ces récents développements soulignent l    chec du [projet d    tat](#) de l  Autorit   palestinienne (A.P.) et, avec lui, le paradigme de la solution    deux   tats. Les projets d  annexion d  Isra  l    qui [sont toujours sur la table](#), selon le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu    laisseraient des enclaves fragmentées de Cisjordanie sous le contrôle nominal de l  A.P., le contrôle ultime étant exercé par Israël, comme c  est le cas depuis le début de l  occupation de 1967.

Parallèlement, le Hamas gouvernerait la Bande de Gaza dans les limites étroites du siège israélien qui lui a été imposé en 2007 et qui est soutenu par l    gypte. Ces perspectives ne sont ni ce que la direction de l  Organisation de Libération de la Palestine (OLP) envisageait lorsqu  elle a signé [les accords d  Oslo](#) avec Israël en 1993, ni ce que la communauté internationale entendait encadrer lorsqu  elle accepta de soutenir les efforts de paix dans la région.

L  Autorit   palestinienne, initialement établie en tant que gouvernement intérimaire, a été, dès le départ, incapable de défendre son territoire et sa population contre le projet colonial israélien expansionniste et de gérer une entité économiquement viable, capable d  assurer une vie digne aux Palestiniens, en particulier en temps de crise grave.

L    conomie palestinienne est toujours [dépendante de l  aide étrangère](#) ainsi que de l    conomie israélienne et des dispositions préjudiciables mises en place dans le cadre des accords d  Oslo. Parmi celles-ci figure le protocole de [1994 sur les relations économiques](#), qui a formalisé les relations économiques israélo-palestiniennes au sein d  une union douanière biaisée qui favorise le renforcement de l    conomie israélienne et laisse aux Palestiniens un espace limité pour développer leur indépendance et leur autonomie économiques.

L  approche de bonne gouvernance tant vantée, adoptée par l  A.P. au cours des dernières décennies, a eu pour conséquence, ironiquement, [l  augmentation des tendances autoritaires et des structures de répression](#), plutôt qu  un processus de démocratisation et de responsabilisation. Le schisme politique entre le Fatah et le Hamas, qui remonte    2007, a fait que l  A.P. dirigée par le Fatah a concentré son pouvoir sur la Cisjordanie, tandis que les donateurs internationaux ont investi massivement dans le renforcement de l  appareil de sécurité de l  A.P. Aujourd  hui, les structures de gouvernance des Palestiniens sont faibles et non démocratiques    tous les niveaux.

Les factions de la résistance palestinienne qui ont pris le contrôle de l'OLP à la fin des années 1960 ont [aussi unifié](#) les communautés palestiniennes dispersées dans les camps de réfugiés et la diaspora, dans l'objectif commun de libérer la Palestine. L'OLP a abrité de nombreuses factions politiques palestiniennes, dont le Fatah (son membre le plus nombreux), le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique de libération de la Palestine, parmi beaucoup d'autres. Elle a aussi inclus des syndicats de travailleurs, des écrivains, des étudiants et de femmes, entre autres, tout en excluant les groupes islamistes.

La création de l'A.P. a visé l'OLP sur le plan politique, par le transfert du pouvoir décisionnel à l'A.P. Parallèlement, [l'afflux d'aide étrangère](#) a assuré à l'A.P. la place de représentant palestinien *de facto* dans les relations avec Israël et dans le soi-disant processus de paix.

Pourtant, malgré sa faiblesse, l'A.P. a [aussi dominer](#) l'OLP et à affaiblir son rôle de représentant unique du peuple palestinien, reconnu par les Nations Unies et la Ligue arabe en 1974, et de fer de lance du mouvement de libération nationale palestinien. Cela doit changer et la première étape est de replacer le centre de gravité sur l'OLP.

L'absence de souveraineté de l'A.P. l'a conduite à dépendre totalement de la volonté financière et politique de la communauté internationale pour sa survie, et par conséquent à perdre l'indépendance de la décision politique. La décision de la communauté internationale de suspendre le financement de l'A.P. après la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006 est, en effet, un exemple manifeste de l'incapacité de l'A.P. à défendre les choix démocratiques des Palestiniens, même s'ils sont issus d'élections libres et équitables. Ce qui empêche l'A.P. de se dissoudre, c'est le soutien international dont elle bénéficie : Si l'A.P. s'effondre, sa coordination sécuritaire avec Israël s'effondrera également, ce que la communauté internationale préfère éviter.

Mais après presque trois décennies d'existence, l'A.P. n'a pas amené le peuple palestinien plus près de la réalisation de son droit inaliénable à l'autodétermination. Il est grand temps de clarifier l'A.P. et ses structures obsolètes : elle est tout simplement inadaptée aux réalités palestiniennes actuelles et futures qui recherchent avant tout l'égalité, la justice et la liberté.

Les Palestiniens sont confrontés, une fois de plus, à la tâche difficile de [imaginer leur avenir](#) et de tracer leur chemin vers la justice et la liberté. Repenser fondamentalement le cadre existant et dominant signifie remettre en question l'utilité institutionnelle de l'A.P. et son rôle dans la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination. Les Palestiniens pourraient être mieux servis en faisant revivre, en reformant et en revendiquant une institution potentiellement plus représentative et plus inclusive : l'OLP.

Au cours de l'année dernière, une douzaine d'analystes politiques palestiniens de Al-Shabaka ont cherché à aborder les questions épineuses auxquelles le peuple palestinien, en particulier les jeunes, exige des réponses. Citons notamment les questions suivantes : Comment l'OLP peut-elle maintenir sa responsabilité en tant que mouvement de libération nationale et organe de direction ? Comment le Hamas et le mouvement du Jihad islamique peuvent-ils être intégrés dans les structures de l'OLP après des décennies d'exclusion ? Et quels modèles de leadership de la jeunesse palestinienne peuvent être développés pour l'avenir ? Les messages clés du

rapport Â« Reclaiming the PLO, Engaging the Youth Â» (ReconquÃ©rir lâ??OLP, Engager la Jeunesse) [disponible ici](#) â?? sont que lâ??inclusion, la responsabilitÃ© et le leadership des jeunes sont importants.

Reconstituer lâ??OLP impliquerait dâ??intÃ©grer le Hamas et le mouvement du Jihad islamique. Une OLP sans ces deux grandes factions rÃ©duit ses prÃ©tentions Ã Ãªtre reprÃ©sentative de tous les Palestiniens et Ã©rode sa lÃ©gitimitÃ©. Une reprÃ©sentation symbolique nâ??est pas suffisante : Leur inclusion doit faire partie intÃ©grante dâ??un dialogue national qui repense le programme politique palestinien et, surtout, revoie [ses modÃ©les de leadership](#) et [ses styles de gouvernance](#).

IsraÃ«l a souvent exploitÃ© les actions du Hamas et du mouvement du Jihad islamique pour se soustraire Ã ses engagements au titre des accords de paix dâ??Oslo et pour justifier sa violence contre le peuple palestinien. IsraÃ«l a cependant lui-mÃªme [conclu Ã plusieurs reprises des accords](#) avec [le Hamas â?? que ce dernier a respectÃ©s](#) â?? et quâ??il a fait respecter par dâ??autres factions Ã lâ??intÃ©rieur de Gaza. De plus, lâ??occupation militaire dâ??IsraÃ«l et lâ??expansion des colonies illÃ©gales, malgrÃ© le contrÃªle du Fatah sur la Cisjordanie, sont une rÃ©futation du mythe selon lequel le Hamas est le principal obstacle Ã la paix.

La reconstitution de lâ??OLP nÃ©cessitera la recherche dâ??un consensus significatif, ce qui est crucial pour un mouvement de libÃ©ration nationale. Nâ??Ã©tant pas un gouvernement, il doit rendre des comptes au peuple quâ??il reprÃ©sente en le consultant et en parvenant Ã un consensus plutÃ´t quâ??en organisant des Ã©lections.

Il importe aussi de rendre des comptes pour sortir du marasme actuel. Non seulement les dirigeants politiques actuels des Palestiniens au sein de lâ??OLP et de lâ??A.P. ont Ã©voluÃ© en une Ã©lite Ã©goÃ®ste, largement dÃ©connectÃ©e de ceux quâ??elle prÃ©tend reprÃ©senter, mais il en va de mÃªme, dans une large mesure, pour le Hamas Ã Gaza depuis 2007.

Lâ??Ã©cart est flagrant : peu de Palestiniens â?? quâ??ils vivent dans les territoires palestiniens occupÃ©s ou en diaspora â?? ont eu leur mot Ã dire dans les dÃ©cisions politiques prises en leur nom. Alors que [les sondages dâ??opinion](#) montrent, annÃ©e aprÃªs annÃ©e, que la majoritÃ© des Palestiniens dans les territoires occupÃ©s sont dÃ©Ã§us de la direction palestinienne, soit lâ??A.P. et les factions politiques palestiniennes, les Palestiniens ne disposent dâ??aucun mÃ©canisme politique pour changer leurs dirigeants, et encore moins pour reconstruire leur systÃªme politique.

En lâ??Ã©tat actuel, il ne peut y avoir de discussion sÃ©rieuse sur la rÃ©forme de la direction palestinienne sans que le peuple palestinien ait partout son mot Ã dire dans le processus de prise de dÃ©cision, dans la correction de la stratÃ©gie et dans la responsabilisation de ses dirigeants politiques. Une OLP rÃ©formÃ©e doit avant tout rÃ©pondre [au peuple palestinien](#).

Il est impÃ©ratif de faire appel Ã [la nouvelle gÃ©nÃ©ration de dirigeants palestiniens](#). Pour autant, le terrain de jeu politique palestinien est actuellement parsemÃ© dâ??obstacles structurels Ã lâ??Ã©mergence de jeunes dirigeants palestiniens engagÃ©s dans la lutte palestinienne pour la justice et la libertÃ©. [De lâ??obsession des donateurs](#) internationaux Ã cultiver les technocrates palestiniens, qui sont Ã©trangers aux rÃ©alitÃ©s vÃ©cues par les Palestiniens sous occupation et dans la diaspora, Ã la protection des Ã©lites dirigeantes et Ã la suppression violente des voix qui pourraient remettre en cause le *statu quo*, les jeunes dirigeants palestiniens sont affaiblis Ã tous les coups.

Les Palestiniens peuvent tirer des leçons de leur propre histoire pour trouver des modèles de leadership, y compris les débuts de l'OLP elle-même, où¹ les Palestiniens ont formé une direction collective basée sur le consensus et ont réussi à mobiliser et à faire participer les Palestiniens à la base.

Si la direction actuelle de l'A.P. a rejeté à juste titre le plan de paix du [président américain Donald Trump](#), elle continue de s'accrocher à un programme politique qui a laissé tomber le peuple palestinien, en continuant à placer ses espoirs dans des acteurs, tels que les États-Unis et l'Union européenne, qui ont démontré pendant des décennies qu'ils n'avaient pas la volonté politique de faire respecter les droits des Palestiniens. Il est impossible, dans ce chaos, de construire un nouvel organe palestinien représentatif doté d'un programme politique efficace.

Même si l'OLP est dans un état de demi-sommeil, elle reste l'organe le plus proche des communautés palestiniennes dans le pays et dans la diaspora. La seule façon de sortir de l'impasse politique actuelle est que les Palestiniens revivent et construisent leurs réseaux de base chez eux, dans les camps de réfugiés et dans la diaspora à partir de la base.

Une nouvelle génération de dirigeants palestiniens doit reconquérir l'OLP comme le seul toit sous lequel le peuple palestinien peut se réunir, s'organiser, élire ses représentants, recruter un comité national unifié, et débattre et décider d'un programme politique qui permettra de réaliser au mieux les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, à la liberté et à la justice.

Marwa Fatafta est analyste politique chez Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network. Twitter : @marwasf

Alaa Tartir est conseiller de programme à Al-Shabaka, Le réseau palestinien d'analyse politique ; chercheur à l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales et du Développement DE Genève et boursier international à l'Institut de Recherche sur la Paix d'Oslo. Twitter : @alaatartir

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

Source : [Foreign Policy](#)

date créée

2020/08/21